

er une expertise»

étude épidémiologique concernant l'impact des pesticides sur la santé, Service de l'agriculture.

désormais être définie et rendue obligatoire pour respecter le principe de précaution. Autre exemple, des mesures ont déjà été prises en Valais pour protéger les cours d'eau. Ainsi, des zones de protection des eaux souterraines et de surface ont été mises en place, à l'intérieur desquelles les produits phytosanitaires sont formellement interdits... Cette évolution se voit le long des bisses, par exemple, avec l'arrachage de certaines lignes de ceps.

Dans le reportage de «Temps présent», Stéphane Foucard, spécialiste de ces questions pour le journal «Le Monde», cite une étude américaine de 2019 qui montre que les produits phytosanitaires sont, en 2014, 48 fois plus toxiques pour les abeilles qu'en 1992. Il estime que «même le terme de catastrophe n'est pas approprié». Qu'en pensez-vous? Comme apprenti apiculteur, je ne peux qu'être sensible à cette question. On sait l'importance des abeilles pour nos écosystèmes et les conséquences des produits doivent être mieux prises en compte. Par ailleurs, le rapport «Santé des abeilles en Suisse 2020» d'Apisuisse montre que le nombre d'intoxications constatées ces dernières années est resté stable, et la santé des abeilles a poursuivi une tendance globale à l'amélioration. L'interdiction de plusieurs produits ces dernières années n'y est probablement pas étrangère.

Pourquoi est-il si compliqué politiquement de trouver une résolution immédiate afin de diminuer les risques, pour les enfants notamment?

Ces questions sont toujours très débattues politiquement,



Sulfatage d'une vigne près d'une place de jeux pour enfants. SABINE PAPILLOUD

en particulier au niveau des Chambres fédérales. Plusieurs projets de réglementations plus strictes ou d'interdiction des pesticides de synthèse ont déjà été rejetés par le Parlement fédéral, tout comme les initiatives populaires sur l'eau potable et les pesticides rejetées par le peuple en juin dernier. Les débats qui ont été menés lors de ces campagnes auront sans doute permis d'éveiller les consciences, et de tendre vers une agriculture encore plus respectueuse de l'environnement et donc des personnes.

C'est compliqué parce que le lobby de la chimie est très puissant en Suisse?

Il y a des intérêts divergents au sein du Parlement fédéral.

En France, plusieurs maladies graves sont reconnues comme maladie professionnelle pour les

«Nous allons mandater une expertise, pour analyser scientifiquement cette thématique.»

agriculteurs. En Suisse, nous n'avons même pas de données à ce sujet. Pensez-vous pouvoir faire quelque chose pour leur venir en aide?

La reconnaissance des maladies professionnelles relève exclusivement du niveau fédéral et c'est un processus difficile, comme j'ai pu le voir dans mon engagement pour la reconnaissance du burn-out. L'étude mentionnée plus haut pourrait également faire avancer le débat, l'idéal étant une étude menée au niveau fédéral auprès des personnes travaillant dans l'agriculture.

D'après notre enquête parue en mai dernier et les analyses de la Confédération, de nombreux ouvriers agricoles travaillent toujours sans protection et des femmes enceintes peuvent travailler dans les vignes traitées. Pensez-vous utile de faire quelque chose?

En Suisse, la fondation Agriss est mandatée pour organiser les contrôles sur le terrain, au même titre que la SUVA le fait dans d'autres domaines professionnels. Elle est également chargée de la prévention et travaille régulièrement à différentes campagnes de sensibilisation. J'espère que celles-ci seront intensifiées à l'avenir. Mais les contrôles et la prévention ne font pas tout, et ce thème est également abordé dans les formations initiales et continues pour les professions qui sont amenées à utiliser ces produits, au vu de la responsabilité de l'employeur.

COMMENTAIRE

OLIVIER HUGON
MEMBRE DE LA RÉDACTION EN CHEF



«Et si les journalistes servaient à quelque chose?»

Les pesticides de synthèse. Notre grande enquête, parue il y a tout juste une année, a contribué à faire en sorte que cette question de santé publique devienne prioritaire. A peine plus d'une semaine plus tard, quatre Valaisans empoignaient le dossier au National. Les débats houleux liés aux dernières votations sur les pesticides ont poussé ce dossier un peu plus vers le haut de la pile.

«Le Nouvelliste», ça sert à savoir qui est mort, combien la Deux a fait contre Bagnes, à quelle heure on joue au théâtre du Crochetan ou pourquoi votre voisin est un type formidable. Ça permet encore de donner de l'écho à votre agacement d'entendre tous les soirs des fans de tuning rejouer «Fast&Furious» sous vos fenêtres. Et c'est aussi, régulièrement, des enquêtes de fond.

L'investigation. Un genre devenu rare dans des médias au budget rédactionnel fondant qui cherchent avant tout la rentabilité, la productivité, l'efficacité. Au «Nouvelliste», nous croyons encore que le journalisme a un rôle essentiel à tenir dans une démocratie. Nous pensons que, parfois, dans les milieux politiques, économiques, sportifs ou culturels, des dirigeants peuvent avoir d'autres intérêts que le vôtre et que notre travail, c'est d'aller chercher la vérité pour vous permettre de faire des choix éclairés.

Un engagement qui coûte cher. En temps et en argent. Parce qu'une enquête comme celle-là, complétée par nos confrères de «Temps présent», nécessite plusieurs mois de travail. Un engagement qui amène un cortège d'ennuis et de téléphones courroucés aux oreilles de la rédaction en chef, mais un engagement essentiel.

Le journalisme, c'est poser des questions et trouver des réponses. Ici, on s'est demandé: «Est-ce que ces produits qu'on asperge dans les vergers ou les vignes valaisannes peuvent avoir un impact sur la santé des gens qui y travaillent, de ceux qui vivent à côté?» Et la réponse qu'on a obtenue, chez les riverains et chez les scientifiques, est un «oui» unanime – désormais corroboré par une étude nationale française – que nos autorités ne pouvaient pas ne pas entendre.

Elles l'ont fait. A elles maintenant de faire en sorte que le retard pris sur nos voisins soit rapidement comblé. Pour le bien de nos agriculteurs – parce que ce sont eux les premières victimes – de notre agriculture et de nos enfants.

PUBLICITÉ

Le Nouvelliste

À l'heure où l'info vient de partout — ne serait-ce pas le moment de choisir d'où elle vient?



Reconnectez-vous à votre quotidien.